

Direction Générale Adjointe
Autonomie

Direction de l'Autonomie

Pôle Offre Contractualisation

Service Régulation des Établissements PA

Tél. : 03 59 73 70 76
Courriel : heifa.chanbah@lenord.fr

Affaire suivie par
Heïfa CHANBAH

**ARRETE PORTANT FIXATION DES
TARIFS JOURNALIERS HEBERGEMENT
ET DEPENDANCE 2023**

**EHPAD Privé
Fondation Partage et Vie
La Renaissance (multisites)
à SIN-LE-NOBLE**

- **Résidence « Pierre Wautriche » SIN-LE-NOBLE**
- **Résidence « Nouvel Horizon » DOUAI**

*Habilité à l'aide sociale
SIRET N° 43997564001507
DT Douaisis*

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment l'article L314-7 ;
- Vu les lois n° 82-213 et 82-623 des 2 mars et 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
- Vu les lois n° 83-8 et 83-663 des 7 janvier et 22 juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;
- Vu la loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

- Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des EHPAD ;
- Vu les propositions présentées par l'établissement ;
- Considérant que l'EHPAD La Renaissance (multisites) (situé 279 rue Voltaire 59450 SIN-LE-NOBLE), structure gérée par Fondation Partage et Vie (situé 248, Avenue Roger Salengro CS 90027 59450 SIN-LE-NOBLE), doit faire l'objet de tarifs afférents à l'hébergement et à la dépendance calculés par Monsieur le Président du Conseil Départemental,
- Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses en application de l'article L313-8 du Code de l'Action Sociale et des familles votée lors de sa session budgétaire des 20 et 21 mars 2023 ;
- Vu l'arrêté du Président du Département du Nord du 31 mars 2023 fixant la valeur de référence du point groupe iso-ressources départemental 2022 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance 2023 ;
- Vu l'annexe activité transmise par l'établissement ;
- Sur proposition de Monsieur le directeur général des services ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2023, les recettes et les dépenses prévisionnelles relatives à l'hébergement de l'EHPAD La Renaissance (multisites) sont autorisées comme suit :

SECTION HEBERGEMENT	
Total des charges (A)	3 601 510,58 €
Produits autres que ceux relatifs à la tarification (B)	0,00 €
Incorporation des résultats des exercices antérieurs (Mention (D) si déficit) (C)	0,00 €
TOTAL : (A-B +(-C))=(E)	3 601 510,58 €

Article 2 : Conformément à l'article L314-7 IV bis du Code de l'Action Sociale et des Familles, le tarif journalier afférent à l'hébergement de l'EHPAD La Renaissance (multisites) est fixé, à compter du **1^{er} mai 2023**, à :

Chambre individuelle : **68,48 €**

Article 3 : Pour les personnes de moins de 60 ans (personnes handicapées ou en dérogation d'âge), le tarif journalier afférent à l'hébergement de l'EHPAD La Renaissance (multisites) est fixé, à compter du **1^{er} mai 2023**, à :

Chambre individuelle : **87,37 €**

Article 4 : Le forfait global relatif à la dépendance au titre de l'année 2023 de l'EHPAD La Renaissance (multisites) est fixé à hauteur de **985 455,58 €**.

Article 5 : Conformément à l'article L314-7 IV bis du Code de l'Action Sociale et des Familles, les tarifs journaliers afférents à la dépendance de l'EHPAD La Renaissance (multisites) sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du **1^{er} mai 2023** :

- GIR 1 et 2 : **22,77 €**
- GIR 3 et 4 : **14,45 €**
- GIR 5 et 6 : **6,13 €**

Article 6 : La dotation relative à la dépendance à la charge du département du Nord versée à l'EHPAD La Renaissance (multisites) est fixée à **636 743,76 € (six cent trente-six mille sept cent quarante-trois euros et soixante-seize centimes)**, selon les éléments suivants :

SECTION DEPENDANCE	
Dotation forfaitaire indiquée à l'article 4 du présent arrêté	985 455,58 €
Incorporation des résultats des exercices antérieurs (Mention (D) si déficit)	0,00 €
Déductions (hors département, ticket modérateur, moins de 60 ans, etc)	348 711,82 €
TOTAL	636 743,76 €

Article 7 : Au titre de l'année 2023, la dotation mensuelle relative à la dépendance de l'EHPAD La Renaissance (multisites) est fixée à hauteur de **53 061,98 €**, sous réserve des sommes déjà versées à ce titre au cours de l'année.

Article 8 : Le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale est compétent pour statuer sur les recours contre les arrêtés fixant les tarifs journaliers des établissements publics ou privés. Tout recours contentieux contre le présent arrêté doit être adressé à son secrétariat, sis 6 rue du Haut-Bourgeois - Case officielle n°15 - 54035 NANCY CEDEX.

Article 9 : Tout recours doit être formé dans le délai franc d'un mois, à compter de la publication de la décision attaquée ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de sa notification.

Article 10 : Un exemplaire du présent arrêté sera notifié à l'établissement.

Article 11 : Le Directeur général des services, le Payeur départemental et le Directeur de l'établissement susvisé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs du Département du Nord.

Fait à LILLE, le 28 AVRIL 2023

**Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
le Responsable du Service
Régulation des Établissements Personnes âgées**

Patrice SANCEY